

- D'après ce qui m'a été dit sur la Syrie par plusieurs de mes interlocuteurs, les problèmes ne sont pas réglés mais la discussion est engagée.

- Enfin, j'ai rappelé que la France souhaitait l'engagement de ce qu'on appelle en jargon la "libanese track".

Donc, beaucoup de chemin à faire sur le chemin de la paix globale mais on progresse.

Secrétariat général de l'UEO

Q - A Séville, M. Léotard a parlé d'une candidature française éventuelle au Secrétariat général de l'UEO. Vous êtes au courant ?

R - En général, sur ce genre de questions, nous sommes parfaitement au courant de ce que nous disons l'un et l'autre.

NEW YORK, 30 SEPTEMBRE 1994

Entretien du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé avec la presse américaine

Situation dans l'ex-Yougoslavie - Bosnie - Croatie

Q - (Sur la situation en Bosnie)

R - La Bosnie est sans doute le sujet dont nous avons parlé le plus durant cette semaine, dans nos entretiens bilatéraux, dans les réunions de l'Union européenne, dans la réunion de l'OTAN, et ainsi de suite. C'est à n'en pas douter une des crises les plus difficiles et les plus dangereuses, à la fois pour la stabilité de l'Europe, pour la crédibilité de l'OTAN et, d'une façon générale, pour les relations internationales. Où en sommes nous ? Des progrès ont été faits depuis quelques temps, d'abord sur le terrain où on est passé d'une situation de guerre à peu près ouverte à une situation que j'appellerai de paix armée. A Sarajevo notamment, depuis l'ultimatum de l'OTAN, les bombardements ont cessé, la vie a à peu près repris normalement. Le deuxième progrès qui me paraît capital, c'est la création et le bon fonctionnement du groupe de contact, qui nous a permis de définir une position commune, Américains, Russes et Européens. Malgré toutes les prédictions sur l'éclatement de ce groupe de contact, il tient bon et il fonctionne bien. Troisième développement important, ce qui s'est passé depuis la fin du mois de juillet, c'est à dire l'acceptation par Milosevic du plan de paix. Si bien qu'aujourd'hui nous sommes dans une situation où Tudjman, Izetbegovic et Milosevic acceptent le plan du groupe de contact. Est-ce à dire que tout va bien ? Evidemment non, puisque nous nous heurtons toujours à l'obstination des Serbes de Bosnie.

Dans ces conditions, quels sont nos objectifs pour les prochains mois ? Je dis pour les prochains mois, puisque la levée de l'embargo sur la fourniture des armes n'est plus à l'ordre du jour jusqu'en mars-avril prochains. Je m'en réjouis, car une décision prise en octobre aurait eu toutes les conséquences négatives que j'ai déjà eu l'occasion de développer ici à plusieurs re-

prises. Je voudrais juste en souligner une : le risque d'escalade de la violence. Je ne sais pas si ces informations ont été rendues publiques, mais ce qui m'a frappé, ce sont les propos de Tudjman devant le Conseil de sécurité où il a dit : "si l'embargo est levé et si les Bosniaques entreprennent de libérer leurs territoires en Bosnie, nous ferons pareil en Croatie dans les zones de protection des Nations unies". Donc, le risque de contagion est immense. Je crois par ailleurs que les autorités de Sarajevo ont compris qu'elles se trouveraient en état d'infériorité pour une assez longue période, en cas de levée de l'embargo. Et c'est la raison pour laquelle elles ont renoncé à une application immédiate de cette mesure.

Je voudrais sur ce point préciser notre position, qui est la position européenne, sur un éventuel projet de résolution soumis au Conseil de sécurité à la mi-octobre. Nous avons clairement indiqué que nous ne pourrions accepter un texte comportant une décision de levée automatique de l'embargo dans un délai de 6 mois. Ce que nous sommes prêts à accepter, c'est qu'on envisage de se poser à nouveau la question si ce que nous allons essayer de faire dans l'intervalle échoue. Mais nous ne voulons pas d'un texte qui dirait : le 15 mars, l'embargo sera levé. Il faudra à ce moment là une nouvelle résolution. Il me semble que sur ce point, d'ailleurs, nous n'avons pas de divergence avec la diplomatie américaine, puisque lorsque M. Christopher m'a parlé dimanche dernier de ce sujet, il m'a indiqué qu'il n'était pas favorable à une automaticité de la décision.

Quelle est la politique que nous allons essayer de mener dans les 5 ou 6 mois à venir ? Il serait extrêmement dangereux d'avoir une politique de "wait and see". Il faut prendre des initiatives. Lesquelles ?

- d'abord, il faut poursuivre notre politique d'isolement des Bosno-Serbes : mise en œuvre effective des sanctions nouvelles qui ont été décidées, notamment sur les avoirs financiers, vérification de la fermeture de la frontière, bref toutes les pressions possibles pour faire céder Karadzic.

- deuxième orientation, qui rejoint la première d'ailleurs, la plus grande fermeté sur le terrain vis-à-vis des Bosno-Serbes ; vous avez vu qu'hier, à Séville, les ministres de la Défense de l'OTAN ont pris des engagements très clairs sur ce point, et j'ai dit moi-même hier au Secrétaire général des Nations unies que nous attendions de la FORPRONU des réactions plus rapides et plus fermes pour faire respecter les zones d'exclusion. Il est probable qu'il faille d'ailleurs renforcer le dispositif concernant Sarajevo. L'asphyxie de la ville reprend périodiquement ; il faut réfléchir à de nouvelles mesures pour garantir des conditions de vie à peu près normales. On a évoqué la démilitarisation d'une zone de plusieurs kilomètres autour de Sarajevo qui permettrait de garantir les routes d'accès. C'est une question à laquelle il faut réfléchir rapidement.

- troisième orientation, la punition des crimes de purification ethnique ; le Tribunal fonctionne, le Procureur Goldstone est un homme de grande qualité que j'ai connu en Afrique du Sud ; il est au travail et les premières inculpations pourraient être décidées dans les prochaines semaines.

- enfin, dernière orientation, et c'est celle qui va nous

demande
dialogue
de paix,
une perc
nous dev
dans ce
vendi su
vrai acc
bes sera
contact
lution en
des Nati
entre les
Milosevi
cela par
réalistes
en nove
d'exemp

Q -
R -
l'embar
sure, et
vaise de
un cara
pu évo
deuxièm
dit qu'i
sans ré
frappé
tous le
ception
aucun
Donc,
que le
le proj
la FOR
la FOR
qui on
mois.
autori
"lift a

Q
sultan
tes ?
R
Unis
qu'à
de q
crois
parfa
et d
faut

G7+
F
repr
pas
ren
très
a le
la n
nuis
pas

demander le plus d'imagination : il faut provoquer un dialogue direct entre tous ceux qui ont accepté le plan de paix, et d'abord entre Tudjman et Milosevic ; il faut une percée dans l'affaire des Krajinas. Je pense que nous devons utiliser le levier des sanctions sur Belgrade dans ce contexte. Car si on parvenait à un modus vivendi sur les Krajinas permettant de déboucher sur un vrai accord politique, alors l'isolement des Bosno-Serbes serait encore accru. Je pense que le groupe de contact devrait s'impliquer dans la recherche d'une solution en Croatie. Enfin, comme je l'ai dit à la tribune des Nations unies, faut-il exclure tout à fait un dialogue entre les trois Présidents qui ont accepté le plan de paix, Milosevic, Izetbegovic et Tudjman ? Au stade actuel cela paraît irréaliste, les choses peuvent apparaître irréalistes en septembre, mais peuvent devenir possibles en novembre ; je dis novembre seulement à titre d'exemple.

Q - (Sur l'embargo sur les armes)

R - Nous avons toujours déclaré que la levée de l'embargo pourrait devenir inévitable comme ultime mesure, et nous continuons à penser que c'est une mauvaise décision. Donc nous ne souhaitons pas lui donner un caractère automatique, parce que les choses auront pu évoluer dans les mois qui viennent. Il y a une deuxième raison plus technique : nous avons toujours dit qu'il ne pourrait pas y avoir de levée de l'embargo sans retrait préalable des casques bleus. Et là, je suis frappé de voir combien ce point de vue est partagé par tous les pays contributeurs de troupes au sol, sans exception : les Européens, les Canadiens et, sans trahir aucun secret, certains pays musulmans eux-mêmes. Donc, si nous adoptons un projet de résolution disant que le 15 mars, cet embargo sera levé, il faut que dans le projet de résolution on constate la fin du mandat de la FORPRONU et le début des opérations de retrait de la FORPRONU, car d'après les travaux de planification qui ont été faits, ce retrait devrait prendre entre 3 et 4 mois. Nous ne pouvons pas accepter la démarche des autorités de Sarajevo, que l'on connaît bien et qui est : "lift and stay".

Q - (La mise sur pied du tribunal a-t-elle été le résultat de promesses de modération dans les enquêtes ?)

R - Non. Lord Owen, à qui parfois on fait aux Etats-Unis des procès d'intention, nous a dit très clairement qu'à aucun moment les médiateurs n'ont pris vis-à-vis de qui que ce soit des engagements d'indulgence. Je crois que le Tribunal doit faire son travail dans la plus parfaite légalité, et si les preuves permettent d'inculper et de condamner des auteurs de crimes, je crois qu'il faut que le Tribunal fasse son œuvre.

Q - (Quels thèmes ont été abordés à la réunion du G7+1 ?)

R - Nous avons parlé de la Bosnie, cela a même représenté les deux tiers de notre conversation. Je n'ai pas constaté de divergences, on connaît bien la différence de sensibilités : Andrei Kozyrev est évidemment très préoccupé par ce qui se passe à Belgrade, il nous a longuement expliqué que, si nous ne renforçons pas la main de Milosevic, Milosevic risquait d'avoir des ennuis avec sa propre opposition. Cet argument ne m'a pas entièrement convaincu puisque j'ai constaté récem-

ment que Milosevic avait trouvé la bonne façon de traiter son opposition : en la mettant en prison. Il y a quelques petites nuances mais sur les grandes lignes que j'ai résumées tout à l'heure, sur la nécessité de maintenir la cohésion du groupe de contact, il y a eu convergence.

Corée du Nord - désarmement

Nous avons ensuite parlé de la Corée du Nord ; à la fois notre collègue japonais et Warren Christopher nous ont fait le point de la situation, qui reste difficile. Nous avons évoqué les questions de désarmement. Et puis nous avons terminé en parlant de la préparation du Sommet d'Halifax qui sera organisé en juin ou juillet prochains par le Canada.

Irak

Q - (Sur la rencontre avec M. Tarek Aziz)

R - J'ai rencontré M. Tarek Aziz qui souhaitait me voir - j'ai rencontré beaucoup de ministres des Affaires étrangères, dont M. Velayati, avec qui nous avons eu un entretien un peu rude sur les Droits de l'Homme - mais, pour revenir à M. Tarek Aziz, cela m'a permis de bien exprimer ce qu'est la position de la France. Je ne voudrais pas qu'il y ait d'ambiguïté, y compris entre nous, là-dessus. Nous exigeons que l'Irak applique strictement toutes les résolutions du Conseil de sécurité qui le concernent, et qui portent, vous le savez, sur trois grands domaines : d'abord, le démantèlement des armes de destruction massive et la mise sous contrôle des Nations unies des industries d'armement irakiennes, ensuite, la reconnaissance du Koweït et de la frontière entre l'Irak et le Koweït et, enfin, le respect des minorités, qu'il s'agisse au Sud des Chiïtes, ou au Nord des Kurdes. Donc, si l'Irak veut réintégrer la communauté internationale, il faut qu'il applique ces résolutions.

Alors, quelle est la situation ? Je commencerai par les points sur lesquels il n'y a eu aucun progrès, en particulier la reconnaissance du Koweït - j'y reviendrai. En revanche, sur le premier point, il nous semble, d'après les informations dont nous disposons, que l'Irak a fait preuve d'un certain esprit de coopération avec la Commission spéciale. Quand je le dis, c'est tout simplement parce que le Président de la Commission spéciale, M. Ekeus, me l'a dit. Je l'ai reçu à plusieurs reprises à Paris. Il m'a indiqué que depuis plusieurs mois, il est en mesure de dire que les systèmes d'armes de destruction massive, chimiques, bactériologiques, missiles susceptibles de transporter des charges nucléaires, ont été éliminés, et il m'a également indiqué que des progrès importants avaient été faits dans la préparation des plans de contrôle à moyen terme sur l'industrie d'armement. Plus d'une centaine de points de contrôle ont été installés, et un centre opérationnel de contrôle est en cours d'installation à Bagdad. Alors, la question maintenant est très claire. La Commission spéciale est-elle oui ou non en mesure de dire au Conseil de sécurité : voilà, maintenant nous sommes au point, nous sommes en mesure de faire fonctionner les plans de contrôle ? Je pense que le moment est venu de répondre à cette question. On ne peut pas continuer à nous

Algérie

Q - (Comment accueillez-vous les développements récents en Algérie ?)

R - Avec une grande prudence et encore une grande inquiétude. Ce qui se passe depuis quelques mois montre que nous avons adopté la bonne ligne politique. Je vous rappelle ce qu'était la politique de la France. Premièrement, nous avons beaucoup insisté pour que l'Algérie s'engage sur la voie des réformes économiques. Je dois quand même vous rappeler qu'il y a deux ans, lorsque nous parlions avec les Algériens, leur thèse était : jamais de dévaluation du dinar, jamais d'accord avec le FMI, nous ne capitulerons pas devant les institutions de Bretton Woods. Maintenant le discours et la politique ont complètement changé : le dinar a été dévalué, l'accord avec le FMI a été signé, etc. Et je dois dire que les premiers éléments de bilan qui ont été dressés par le FMI lui-même ne sont pas négatifs sur ce plan. L'inflation ne dérape pas au delà de ce qui avait été prévu après la dévaluation, le dinar a trouvé un taux auquel il se maintient, les mesures d'accompagnement social internes ont été prises ; ce qui est encore insuffisant, c'est la reprise de la croissance : je crois qu'on avait prévu 3 % pour cette année, certes, on en est qu'à 2. Enfin, sur le plan économique, ce qui devait être fait a été fait, et je crois que la communauté internationale devrait en tenir compte. La France fait un effort financier important, l'Union européenne également, et les pays créditeurs se sont mis d'accord pour rééchelonner la dette algérienne. Je crois que cet aspect est le plus important. Car, tant que vous aurez je ne sais quel pourcentage de jeunes au chômage, il est évident que ce sera un terrain très favorable pour la propagande extrémiste. Cela, c'était notre première orientation.

La deuxième, c'était de dire aux autorités algériennes : nous n'avons pas à nous mêler de vos affaires intérieures, mais vous ne vous en tirerez pas par une politique du "tout répressif". Vous devez engager un dialogue politique avec tous ceux qui veulent bien dialoguer. Et cela, nous le répétons depuis plus d'un an. Et bien, ces conseils ont été entendus, le dialogue a été engagé. Est-ce qu'il a des chances d'aboutir rapidement ? C'est là que je parlais de grande prudence et de grande inquiétude. A mon avis, ce sera très long et très difficile, parce que les deux camps sont divisés : vous avez du côté gouvernemental, des personnalités qui sont très hostiles à ce dialogue (l'ancien Premier ministre Redha Malek a fait des déclarations très dures), et puis dans la mouvance islamique, vous avez des gens qui sont prêts à parler et d'autres qui préfèrent continuer à organiser des attentats. Tout cela est très difficile et je ne crois pas qu'il faille s'attendre à des modifications rapides de la situation. Je crois que nous devons, et c'est ce que nous faisons en convergence avec les Américains et avec les Européens, encourager le dialogue en souhaitant que les règles du jeu démocratique soient clairement fixées. Dans l'immédiat, le danger terroriste reste très haut, je dirais même plus haut que jamais. Car les faucons des deux camps ont intérêt à faire capoter le dialogue en multipliant les attentats et les assassinats, et la situation sécuritaire reste très grave

dire : c'est dans sept jours, c'est dans quinze jours, c'est pour dans trois semaines. Si la réponse est non, statu quo ; si la réponse est oui, je pense, et c'est peut-être là qu'il peut y avoir une divergence avec certains de nos partenaires, qu'il faut en tenir compte. Cela veut dire quoi ? Premièrement, rappeler à l'Irak, avant toute étape supplémentaire, la reconnaissance du Koweït. A ce moment-là, si ce fait nouveau se produisait, je crois que nous pourrions envisager une période probatoire permettant de vérifier que les points de contrôle fonctionnent efficacement. Si cette période probatoire est satisfaisante, au terme de la période, le moment serait venu de voir si on peut appliquer certaines dispositions de la résolution, je pense notamment au paragraphe 22 de la résolution 687 - je le répète, dans l'hypothèse où l'Irak aurait reconnu le Koweït. Voilà ce qu'est la position française.

Q - (Sur les obligations irakiennes vis-à-vis des minorités)

R - Il est évident que la levée des sanctions va au delà du paragraphe 22, qui ne porte que sur certains aspects de l'embargo pétrolier, et sous contrôle des Nations unies, comme vous le savez ; ce n'est pas du tout la réintégration de l'Irak, qui suppose que les problèmes de minorités aient été convenablement traités. D'une façon générale, c'est l'observation que j'ai faite dans mon discours à l'Assemblée générale, je crois qu'il faut laisser moins d'arbitraire dans les conditions de levée des sanctions. Les sanctions c'est quelque chose de grave ; elles frappent en général les populations plus que les gouvernements. C'est vrai en Haïti, c'est vrai en Serbie, c'est vrai en Irak. Il faut que, si le Conseil de sécurité inflige des sanctions, il annonce clairement les conditions qu'il exige pour les lever, de façon à ce que cela ne soit pas laissé à la libre appréciation.

Q - (Les Américains ne partagent pas ce point de vue)

R - J'en ai régulièrement parlé bien entendu. Ce sera un de mes sujets d'entretien avec M. Warren Christopher tout à l'heure. Vous me disiez que l'administration américaine ne se satisfait pas des conditions que nous posons. Là je trouve aussi qu'il faut bien préciser les choses. Nous ne sommes pas pour la levée des sanctions, mais pour la levée d'une partie de l'embargo pétrolier dans les conditions prévues par le paragraphe 22 de la résolution 687. Moi, j'aimerais bien savoir ce que l'Administration américaine veut pour commencer à appliquer ce paragraphe. Ce sera un sujet de conversation entre nous.

Q - (Etat des relations franco-irakiennes)

R - Nous envisageons d'ouvrir une section d'intérêts, comme d'autres pays l'ont déjà fait. Je constate qu'on est particulièrement vigilant pour tout ce que la France peut faire en Irak. D'autres ont fait comme nous bien avant. C'est un peu la même chose avec l'Iran. On nous dit : attention, il s'agit d'un régime abominable, et c'est vrai, qu'en matière de Droits de l'Homme, en matière de terrorisme aussi, il y a beaucoup à dire. Mais enfin, cela n'empêche pas beaucoup de puissances occidentales de faire beaucoup de commerce avec l'Iran.

sur le terrain. De chaque semaine

Q - (Ya-t-il l'Algérie ?)

R - La plus Nous avons e maine gazier, et vive entre les américaines, qu

Rwanda

Q - (Sur le

R - Je lisais d'un journal fra positif, et je ne contraire ce ma dois dire que s et qu'on est loi même, on peut vernement se l'aider bien sû rendue sur plac sommes enga importante. To

Les deux p tuelle sont d'ab riverains du R ganda, il y a e giés. La situati crétaire généra violence et l'ins solution, c'est sent rentrer ch partie du comp ne faudrait pa génocide qui c assiste à des autorités actue HCR, comme miste, en parla formations soi crétaire généra devons rester qu'elles rétab nous avons d'Arusha en ar nis doivent l'é sommes favor tional, le même

Burundi

Le deuxièm le cocktail est obtenir un acc tutsie sur l'arm préventive ? C être très vigila

sur le terrain. Depuis des mois et des mois, on compte chaque semaine les morts par centaines. - 200, 300,...

Q - (Y a-t-il encore des entreprises françaises en Algérie ?)

R - La plupart de nos entreprises se sont retirées. Nous avons encore quelques opérations dans le domaine gazier, et je crois qu'il y a là une compétition très vive entre les entreprises françaises et les entreprises américaines, qui interviennent toutes les deux.

Rwanda

Q - (Sur le Rwanda)

R - Je lisais dans je ne sais plus dans quel interview d'un journal français, que j'avais un naturel optimiste et positif, et je ne voudrais pas vous donner l'impression contraire ce matin, après ce que j'ai dit sur l'Algérie. Je dois dire que sur le Rwanda aussi, je suis très inquiet, et qu'on est loin de voir le bout du chemin. Au Rwanda même, on peut dire que la situation se stabilise. Le gouvernement se met en place, et nous sommes prêts à l'aider bien sûr, la troïka de l'Union européenne s'est rendue sur place, il y a quelques semaines, et nous nous sommes engagés à fournir une aide économique très importante. Tout cela reste extrêmement fragile.

Les deux problèmes les plus graves à l'heure actuelle sont d'abord les camps de réfugiés dans les pays riverains du Rwanda : au Zaïre, en Tanzanie, en Ouganda, il y a encore des centaines de milliers de réfugiés. La situation dans ces camps est terrible. Le Secrétaire général des Nations unies me disait hier que la violence et l'insécurité sont très grandes. Alors, la seule solution, c'est de faire en sorte que ces réfugiés puissent rentrer chez eux. Et là, ça dépend en très grande partie du comportement du gouvernement de Kigali. Il ne faudrait pas qu'après les actes épouvantables de génocide qui ont été commis par les milices hutues, on assiste à des mesures de représailles de la part des autorités actuelles. Je ne sais pas où est la vérité : le HCR, comme vous le savez, a fait un rapport très alarmiste, en parlant de massacres ; il semble que ces informations soient contestables, et il appartient au Secrétaire général de faire la lumière là dessus. Enfin, nous devons rester vigilants et exiger des autorités de Kigali qu'elles rétablissent la concorde nationale, comme nous avons essayé de le faire lors des accords d'Arusha en août 93. Les criminels qui doivent être punis doivent l'être par un tribunal international, et nous sommes favorables à ce qu'il y ait un tribunal international, le même d'ailleurs qui travaille sur la Yougoslavie.

Burundi

Le deuxième problème très difficile, c'est le Burundi : le cocktail est réuni, et nous avons beaucoup de mal à obtenir un accord entre la majorité hutue et la minorité tutsie sur l'armée. Faut-il là une force des Nations unies préventive ? C'est une possibilité. Mais il faut là aussi être très vigilant sur le Burundi.

Russie - CEI - opérations de maintien de la paix dans l'étranger proche

Q - (Sur les relations avec la Russie, sur le discours de M. Eltsine devant l'Assemblée générale).

R - Vous savez que la France et l'Union européenne ont avec la Russie des liens très intenses. Nous avons signé avec le Président Eltsine à Corfou, il y a quelques mois, un accord de partenariat très important. Donc nous sommes partisans d'avoir des relations aussi étroites que possible avec la Russie, nous nous réjouissons de voir que c'est le cas entre les Etats-Unis et la Russie. C'est un partenaire à part entière à la fois du jeu international et du jeu européen. Je crois qu'il faut être très attentif et ne pas donner le sentiment qu'on isole la Russie. C'est pour nous un problème : c'est un problème vis à vis de l'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'Europe centrale et orientale, c'est un problème vis à vis de l'élargissement de l'OTAN. Donc, comment ne pas isoler la Russie sans pour autant lui donner un droit de veto sur ce que nous, nous avons envie de faire ? Nous travaillons jour après jour sur cette affaire. Sur "l'étranger proche", là aussi, je crois qu'il faut tenir à la Russie un langage aussi clair que possible. Nous comprenons que la Russie a des responsabilités particulières dans cette région, mais nous ne pouvons pas lui reconnaître le droit de faire la police comme elle l'entend sans rien demander à personne. Donc, il faut que les opérations de maintien de la paix auxquelles la Russie peut participer soient mises sous mandat des Nations unies avec, éventuellement, participation de la CSCE. Quand on a dit ça, on a fixé les principes, et après il faut passer aux cas particuliers. Nous avons le problème dans le Caucase, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, et là nous avons souvent un dialogue un peu difficile avec les Russes, qui nous disent : qui d'autre que nous peut jouer le rôle de force d'interposition - et c'est vrai : qui est prêt à aller, par exemple, en Azerbaïdjan ? D'une certaine manière, ils sont en position de force. Il faut donc que nous arrivions à les convaincre que dans ce genre de situation, sans être hostiles à leur intervention, nous voulons qu'elle se déroule dans un cadre de légalité internationale : résolutions du Conseil de sécurité, observateurs de la CSCE, par exemple. J'espère que nous les convaincrions.

Haïti

Q - (Sur l'appréciation française de l'action américaine en Haïti)

R - Vous savez que nous avons suivi cette crise d'Haïti depuis le début en étroite coordination avec les Etats-Unis. Les Etats-Unis, la France, l'Argentine, le Canada et le Venezuela, étaient membres du groupe des "Amis". Je crois que nous avons été en phase depuis le début, pour dire : il faut appliquer les accord de Governors Island, il faut que les militaires s'en aillent, il faut qu'Aristide revienne, il faut que la démocratie s'installe réellement en Haïti, avec des élections, un Etat de droit, une police qui soit "démocratisée". Donc on est tout à fait sur cette ligne depuis le début. Lorsque nous avons vu que les pressions de la communauté internationale n'aboutissaient pas, nous avons approuvé le recours à la force et nous avons voté la résolution 940 et qui a

donné mandat aux Etats membres qui le souhaitent d'intervenir. Nous nous sommes ensuite réjouis de l'accord pris sous l'égide de l'ancien Président Carter, dans la mesure où il a permis l'arrivée des troupes de la coalition internationale sans effusion de sang majeure - des incidents, mais pas d'effusion de sang majeure. On s'est peut-être un peu inquiété de certaines ambiguïtés de cet accord, ambiguïtés vis à vis des militaires, ambiguïtés vis à vis d'Aristide. Il me semble que ces ambiguïtés soient en train de se dissiper : Aristide lui-même a pris position et le discours du Secrétaire d'Etat hier au Conseil de sécurité est très clair sur la détermination américaine de rétablir le pouvoir constitutionnel et la démocratie en Haïti. Donc voilà une opération qui se déroule selon des objectifs que nous approuvons, c'est pourquoi nous avons également approuvé la levée des sanctions. Dans ce cas précis, il y avait un critère clair, c'était : retour d'Aristide au pouvoir, ensuite, levée des sanctions. Là encore, même si les choses se présentent bien, il faut être très vigilant et très attentif, les dérives sont possibles chaque jour. Et puis, la tâche de reconstruction de ce pays sera immense, car c'est l'un des pays les plus pauvres du monde - un énorme effort d'assistance, d'éducation... La France consacrait jusqu'en 1991 des sommes relativement importantes à Haïti, puisqu'on dépensait 200 à 300 millions de francs, ce qui, pour Haïti et pour la France, est beaucoup. Nous sommes prêts à reprendre la coopération dès que le gouvernement démocratique sera à l'œuvre.

Q - (Sur l'éventualité d'un accueil des putschistes haïtiens en France)

R - Je sais bien que la France est un pays extrêmement attractif, mais le monde est vaste.

Q - (Quel sens donner à l'abstention russe lors du vote du 29 septembre au Conseil de sécurité ?)

R - Je crois que c'est un peu de mauvaise volonté, d'irritation sur la procédure. Andreï Kozyrev nous a expliqué cela hier : la résolution initiale était claire, quand Aristide revient au pouvoir, les sanctions sont levées. Alors pourquoi une nouvelle résolution ? Et puis, c'est un peu contradictoire, il nous dit : mais le retour d'Aristide au pouvoir, c'est quoi ? Est-ce que c'est son arrivée à l'aéroport de Port-au-Prince ? Est-ce que c'est son installation au pouvoir ? Je crois que nous avons trouvé la réponse : on a prévu que c'est sur la base d'une lettre du Secrétaire général constatant que le Président Aristide est effectivement revenu au pouvoir que se déclencherait la décision de lever les sanctions. Kozyrev ne voulait pas que ce soit exclusivement sur la base de l'appréciation du commandement américain, ce qui peut se comprendre. De toute façon, on a trouvé la solution.

Q - (Idem)

R - Je crois qu'ils se sont abstenus pour les raisons que je viens de dire : une certaine irritation sur la procédure. Mais enfin, la résolution a été votée.

Ex-Yougoslavie - Bosnie

Q - (Le changement de gouvernement bosniaque concernant la levée de l'embargo est-il dû aux pressions européennes ?)

R - Nous n'avons exercé de pression autre que la pédagogie, si je puis dire. Nous avons expliqué pour quoi cette solution ne paraissait pas bonne pour les populations elles-mêmes. Je suis convaincu pour les besoins du jour où l'embargo sera levé, les choses à Gorazde se passeront très mal - et je prends Gorazde comme exemple. Deuxièmement, j'évoquais tout à l'heure le risque d'escalade dans les Krajinas. Est-ce que, en cas de reprise des combats, Milosevic continuera à garder ses distances vis à vis des militaires, à Pale ? Cela n'est pas sûr. Enfin, et c'est peut-être là qu'on peut parler de pression, nous avons toujours dit depuis le début - quand je dis nous, ce sont tous les pays contributeurs de troupes sans exception, même si on montre toujours du doigt la France et la Grande-Bretagne, mais tous les autres sont bien contents de se mettre derrière nous - mais nous avons dit aux autorités de Sarajevo : vous ne pouvez pas nous demander de lever l'embargo et de garder les casques bleus sur le terrain. Aucun gouvernement ne veut prendre la responsabilité d'exposer ainsi ses soldats. Nous savons prendre des risques : quand la France et les Etats-Unis ont proposé l'ultimatum à Sarajevo, ils ont pris des risques, c'est à dire que pendant dix jours, nous avons été extrêmement inquiets pour nos soldats, parce qu'en réalité, nous étions incapables de les protéger si les Serbes avaient décidé de passer à l'attaque. Donc, les soldats de la FORPRONU sont des gens courageux. Mais on ne prend pas des risques fous. On ne prend que des risques calculés. Et garder les casques bleus en levant l'embargo, c'est un risque qui n'est pas acceptable. Parce que je voudrais bien souligner ce que cela voudrait dire, la levée de l'embargo : ce n'est pas l'arrivée de munitions ou de fusils - les armes légères, les Bosniaques en ont autant qu'ils en veulent - la levée de l'embargo ce sont des chars, des canons de grande portée, de grande puissance, c'est à dire la reprise des combats. Alors je sais bien qu'Izetbegovic me dit : nous voulons des armes, mais ce n'est pas pour nous en servir, c'est pour rétablir l'équilibre. Moi, je ne connais pas d'exemple où l'on se dote d'armements pour ne pas s'en servir.

Q - (Milosevic, considéré en 1992 comme un grand criminel, est-il en train de devenir un partenaire respectable ?)

R - Je n'ai aucune compétence pour répondre à cette question. Il y a un procureur et il y a un tribunal. C'est à eux de faire leur métier.

France - Etats-Unis

Q - (Quelle appréciation portez-vous sur la politique extérieure de M. Clinton ?)

R - Là encore, ce n'est pas à moi de répondre à cette question. Vous êtes là pour faire votre travail et les électeurs américains pour exprimer leur opinion. Ce que je peux vous dire, c'est que je travaille en grande confiance avec l'administration américaine. Nous ne sommes pas toujours d'accord sur tout - heureusement, car cela voudrait dire que la France a perdu son originalité, et elle a bien l'intention de la garder - mais cela se passe bien, nous avons un dialogue tout à fait constructif. On peut même dire que depuis longtemps, nos relations n'avaient pas été aussi franches et cor-

diales.
eu une
accord
semble
M. Pay
je per
conse

30 SE

Inte
étra

Ex-

Q -
Bosnie
bes-B
la trois
un hiv

R -
l'ultim
paix a
group
plan c
ses et
par le
de Bo
sevic.
Serbe
ler, le
somm
simult
sur le
Je me
sens
Sévil

Q
plus
l'OTA

R
Q
conta
New

R
amba
dre s
pass
minis
n'y a
sujet
avon
mem
l'Eur
niture
doit
Là il
sabo
posé
Croa
Milos

diales. Nous avons surmonté l'affaire du GATT ; il y a eu une explication sérieuse et nous avons trouvé un accord. J'espère que cela sera pareil pour l'OCDE, cela semble plus difficile. Vous savez ce qui se passe : M. Paye a eu hier 16 voix contre 7 pour l'autre candidat ; je pense que devant un tel vote, on devrait arriver à un consensus, mais cela n'a pas l'air d'être le cas.

30 SEPTEMBRE 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à RTL

Ex-Yougoslavie - Bosnie

Q - Venons-en aux principaux dossiers chauds, la Bosnie. Vous avez dénoncé la folle obstination des Serbes-Bosniaques. Il semble malheureusement que, pour la troisième année consécutive, Sarajevo va connaître un hiver de ville assiégée ?

R - Les choses ont progressé depuis un an, depuis l'ultimatum de l'OTAN. Sarajevo a revécu et un état de paix armée s'est installé en Bosnie. Par ailleurs, le groupe de contact a bien travaillé. Il a mis au point un plan de paix qui a le soutien des Américains, des Russes et des Européens. Ce plan de paix a été accepté par le Président croate, M. Tudjman, par le Président de Bosnie-Herzégovine, M. Izetbegovic et par M. Milosevic. Donc on a progressé. Il est vrai qu'aujourd'hui les Serbes de Bosnie continuent à s'entêter. Il faut les isoler, les faire céder. Et c'est toute la politique que nous sommes en train de mener avec nos partenaires. Il faut simultanément faire preuve d'une plus grande fermeté sur le terrain lorsque les zones d'exclusion sont violées. Je me réjouis des orientations qui ont été prises en ce sens par les ministres de la Défense de l'OTAN, hier à Séville.

Q - On parle de ripostes aériennes plus fortes et plus rapides. Quelle doit être la réaction de l'ONU et de l'OTAN ?

R - Plus forte et plus rapide.

Q - C'est quant même bizarre puisque le Groupe de contact ne s'est pas réuni alors que vous étiez tous à New York cette semaine ?

R - Le Groupe de contact s'est réuni au niveau des ambassadeurs. Il ne cesse pas de travailler. Il va reprendre ses travaux la semaine prochaine. Nous avons passé notre temps, le Secrétaire d'Etat américain, le ministre russe et les Européens à parler de la Bosnie. Il n'y a pas eu de réunion formelle mais ce fut un des sujets que nous avons abordé en permanence. Nous avons évité ce qui aurait pu être une échéance extrêmement grave pour la Yougoslavie elle-même et pour l'Europe, c'est-à-dire la levée de l'embargo sur la fourniture des armes au 15 octobre. Cette décision, si elle doit être prise, est repoussée maintenant de six mois. Là il ne faut pas rester les deux pieds dans le même sabot. Il faut prendre de nouvelles initiatives et j'ai proposé pour ma part qu'on relance la discussion entre la Croatie et la Serbie, entre les Présidents Tudjman et Milosevic. Il y aurait là une percée qui contribuerait à

l'isolement des Bosno-Serbes. Je pense aussi que les trois Présidents qui ont accepté le plan de paix, MM. Izetbegovic, Tudjman et Milosevic devraient maintenant parler ensemble pour trouver une solution et j'ai observé que cette idée était très bien accueillie par mes interlocuteurs du Groupe de contact.

Irak

Q - Venons-en à la situation au Moyen-Orient. Vous avez rencontré Tarek Aziz, haut dirigeant irakien. Est-ce que cela veut dire que la France est en train de rompre la solidarité de la coalition ?

R - J'ai été très clair, tout le monde se rencontre à New-York. Il n'y a rien de surprenant à ce que deux ministres des Affaires étrangères dialoguent. J'ai indiqué quelles étaient les conditions fixées par la France qui sont celles de la communauté internationale. Il ne peut y avoir de levée de sanctions sur l'Irak tant que l'Irak n'appliquera pas la totalité des résolutions du Conseil de sécurité, celle qui concerne la destruction de ses systèmes d'armement, celle qui concerne la reconnaissance du Koweït et celle qui concerne les droits des minorités. Est-ce l'Irak fait des progrès dans ce sens ? Nous avons des raisons de penser que oui. La Commission spéciale des Nations unies qui a été chargée de contrôler les systèmes d'armes irakien fait état d'une coopération de la part des autorités irakiennes. Si elle le confirme, je crois qu'il faut en tenir compte et dans l'hypothèse où l'Irak reconnaîtrait le Koweït, ce qui est une condition sine qua non, je pense qu'on pourrait s'engager dans une période probatoire qui pourrait déboucher sur une levée partielle de l'embargo pétrolier. Voilà l'analyse de la France, elle est claire. C'est ce que j'ai dit à Tarek Aziz. C'est ce que j'ai dit à nos partenaires européens et c'est dans ce sens-là que nous allons continuer de travailler.

Algérie

Q - La violence se déchaîne en Algérie encore tous ces derniers jours, que peut-on faire, que doit-on faire ?

R - Nous continuons à faire ce que nous avons fait depuis plusieurs mois, c'est-à-dire pousser l'Algérie à réformer son économie. Les premiers résultats encourageants apparaissent. D'autre part, nous continuons à encourager le dialogue. Dès que ce dialogue s'est engagé, parce qu'il s'est engagé, j'ai appelé à la prudence. Il est évident que les extrémistes de tout bord, il y en a dans la mouvance islamiste, il y en a aussi de l'autre côté, ont intérêt à faire échouer ce processus de dialogue ce qui peut expliquer aujourd'hui le déchaînement du terrorisme. Mais il n'y a pas d'autre solution que de poursuivre ce dialogue. Et là encore, les Européens, les Américains, les grandes puissances sont sur la même longueur d'onde.